

Questions orales

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député du vif intérêt qu'il porte à cette question. Il a attiré mon attention sur certaines lacunes de l'ancienne politique. Nous avons maintenant modifié cette politique, et j'ai le plaisir d'annoncer aujourd'hui que dorénavant nos concitoyens pourront obtenir des passeports canadiens où ne figure pas leur lieu de naissance.

Des voix: Bravo!

* * *

LE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

L'AGENCE DES PERSPECTIVES DE L'ATLANTIQUE

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. On a beaucoup parlé de l'Agence des perspectives de l'Atlantique. En fait, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a déclaré à propos de cette agence: «Vous pouvez créer une agence... mais si elle n'a pas des fonds suffisants, elle ne servira à rien».

Combien le gouvernement a-t-il octroyé à cette agence? Quel est son échéancier? Le vice-premier ministre indiquera-t-il à la Chambre si, oui ou non, il va demander au premier ministre des provinces de l'Atlantique de faire à cette agence des contributions équivalentes?

L'hon. Bernard Valcourt (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme): Monsieur le Président, comme le sait le député, le gouvernement a chargé une personne de consulter les premiers ministres et des groupes de l'Atlantique à propos de l'agence en question. Nous devons attendre le rapport de cette personne avant de pouvoir répondre aux questions du député.

LES CRÉDITS PRÉVUS

M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. J'admets que les consultations sont importantes, mais les mesures le sont bien davantage. Je trouve remarquables les hésitations dont fait preuve le gouvernement du Canada à propos de cette question de financement. Le vice-premier ministre dira-t-il à la Chambre et aux habitants de l'Atlantique quel budget sera accordé à cette agence ou s'agit-il encore d'arguments politiques de la part du premier ministre qui, en fait, se soucie peu des habitants de la région de l'Atlantique?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le gouvernement a instauré plusieurs programmes qui aideront à résoudre les problèmes de la région de l'Atlantique, notamment le Programme des entreprises de l'Atlantique, le crédit d'impôt à l'investissement du Cap-Breton, le programme d'assistance

complémentaire et le programme des entreprises du Cap-Breton. Tous ces programmes ont été conçus pour aider des secteurs déterminés et en fait toute la région de l'Atlantique. Si le député fait preuve d'un peu de patience, je suis sûr qu'il verra prendre forme, avec l'aide des Canadiens de l'Atlantique, le programme qui a été annoncé dans le discours du trône, de manière non seulement à servir les provinces atlantiques mais aussi à leur permettre de prendre la place qui leur revient de plein droit dans la Confédération canadienne.

* * *

[Français]

LA DÉFENSE NATIONALE

LE CHAMP DE TIR PROPOSÉ DANS LA RÉGION DU SAGUENAY—LAC-SAINT-JEAN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Ma question s'adresse au ministre associé de la Défense nationale et concerne le champ de tir pour chasseurs F-18 proposé pour la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean. Étant donné le fait que la population régionale s'oppose fermement depuis trois ans et demi à ce projet des militaires, le ministre peut-il assurer la Chambre que, dans le cas d'un refus du gouvernement du Québec d'appuyer ce projet néfaste, le gouvernement fédéral va accepter cette décision et ne va pas exproprier ces terrains de la Couronne?

• (1440)

[Traduction]

L'hon. Paul Dick (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur le Président, chose certaine, des négociations se poursuivent depuis huit ou dix mois. On a été très lent à répondre aux demandes de renseignements formulées par le ministère fédéral l'hiver et le printemps derniers. Toutefois, les deux gouvernements ont pris contact pour discuter de ces questions. Il ne s'agit pas seulement du champ de tir de Péribonca, mais également de deux autres, un dans l'Ungava et l'autre près de Labrador City. Il y a donc trois champs de tir en cause au Québec. Nous poursuivons ces discussions.

[Français]

ON DEMANDE SI LA RÉPONSE DU MINISTÈRE SERA RENDUE PUBLIQUE

M. Svend J. Robinson (Burnaby): Monsieur le Président, je désire poser une question supplémentaire. Le ministre, évidemment, n'a pas répondu à la question, mais les gens de la région m'ont envoyé des confettis métalliques qui ont été lancés du ciel par des avions militaires sur leurs fermes et qui ont même tué leurs canards. Je les ai ici, monsieur le Président. Le ministre va-t-il rendre publique la réponse de son ministère aux questions posées par le comité québécois interministériel, une réponse apparemment fort insatisfaisante et inacceptable? Va-t-il rendre cette réponse publique?